

Cameroun/Enlèvement

# Un lycée attaqué, cinq élèves portés disparus

AFP  
Douala/Cameroun

**CINQ** élèves d'un lycée en zone anglophone du Cameroun sont portés disparus depuis lundi après l'attaque de leur établissement par des hommes armés, a-t-on appris mardi de sources concordantes. L'attaque s'est produite dans le lycée de Bafut (ville proche de Bamenda, capitale de la région du Nord-Ouest) le jour de la rentrée scolaire, a indiqué un témoin local à l'AFP. L'information a été confirmée par une source proche de la direction de l'établissement. Sur les sept élèves et le chef d'établissement portés disparus lundi, cinq restaient introuvables après la libération mardi de deux élèves et du proviseur. Ce dernier est "gravement blessé", selon la source proche de la direction de



Photo : AFP / L'Union

C'est à quelques kilomètres de la ville de Bamenda que les cinq élèves ont été kidnappés.

l'établissement. Dans les deux régions anglophones du Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest) où fait rage depuis plusieurs mois un violent conflit armé qui oppose l'armée à des séparatistes, un boycott des écoles a été

décrété par des séparatistes. Ceux-ci, qui estiment que le système scolaire francophone marginalise les étudiants anglophones, avaient renouvelé leur appel au boycott avant la rentrée de lundi.

Certains sécessionnistes ont déclaré sur les réseaux sociaux qu'ils ne garantissaient pas "la sécurité des enfants" qui retourneraient étudier. Lundi, le taux de remplissage des établissements scolaires de Bamenda était

faible, a affirmé à l'AFP un témoin. La profonde crise politico-sécuritaire au Cameroun anglophone a débuté fin 2016 par des manifestations de rues, initiées par des avocats anglophones et des enseignants, pour protester contre les discriminations subies selon eux par les populations anglophones au Cameroun. Aujourd'hui, les combats entre soldats et séparatistes sont devenus quasi quotidiens et les civils sont pris "entre deux feux, entre le marteau et l'enclume", selon l'ONG Amnesty. Les représentants en zone anglophone du pouvoir central, dont les chefs d'établissement, sont fréquemment pris pour cibles par des hommes armés identifiés comme des sécessionnistes. A la rentrée scolaire de 2017, plusieurs écoles avaient été incendiées en zone anglophone, où les élèves et étudiants n'ont pas pu suivre correctement les cours depuis 2016.

Etats-Unis /Portrait

# Le juge Kavanaugh, un pilier conservateur proche de George W. Bush

AFP  
Washington/Etats-Unis

**SUR** le point d'accéder à la Cour suprême des Etats-Unis, Brett Kavanaugh est un magistrat aux valeurs conservatrices solidement ancrées, qui a été conseiller juridique de l'ancien président républicain George W. Bush. Mardi, à son premier jour d'audition au Sénat --dernière étape avant d'être confirmé comme l'un des neuf sages de la haute cour-- il est apparu concentré et imperturbable, malgré les chahuts dans le public et les demandes de suspension des élus démocrates. M. Kavanaugh a eu le temps de se préparer à cette épreuve, depuis sa nomination le 9 juillet par le président Trump. Et il n'est pas en terrain inconnu sur la colline du Capitole, où se dressent face-à-face les bâtiments du Congrès et de la Cour suprême. Il est même né à Washington et il siège depuis une décennie à la cour d'appel, une instance réputée pour l'importance des dossiers qui y passent et donc considérée comme un tremplin pour le temple du droit américain. "Personne n'est mieux qualifié pour ce poste et personne ne le mérite autant",



Photo : AFP

Le juge Brett Kavanaugh, nommé par le président Trump, est sur le point d'accéder à la Cour suprême.

avait affirmé M. Trump en accueillant à la Maison Blanche M. Kavanaugh. Celui-ci a commencé sa carrière dans la magistrature comme assistant du juge Anthony Kennedy qui, fin juin, a créé la surprise en annonçant qu'il prenait sa retraite de la Cour suprême. Près de trois décennies séparent les deux hommes et Brett Kavanaugh est en voie de devenir à 53 ans l'un des plus jeunes membres de l'institution qui veille à la constitutionnalité des lois aux Etats-Unis. Pas étonnant que cet esprit brillant ait été remarqué par la Federalist Society et l'Heritage Foundation, les organisations qui ont aidé la Maison Blanche à sélectionner les candidats pour la Cour suprême: le juge

Kavanaugh a fait preuve d'une constance conservatrice dans ses décisions. Diplômé de la prestigieuse université Yale, il a notamment rassuré les républicains en se déclarant --il est vrai sur un motif technique-- opposé à la loi Obamacare sur la couverture maladie universelle. Il s'est fait connaître dans les années 1990 lors de deux scandales de l'ère Bill Clinton. Il a mené l'enquête sur le suicide de Vince Foster, ami de Clinton et collaborateur de la Maison Blanche, dans l'affaire Whitewater, concernant des investissements dans l'immobilier du couple présidentiel. Plus tard, M. Kavanaugh a participé à la rédaction du rapport du procureur Ken-

neth Starr, portant notamment sur la relation extra-conjugale que Bill Clinton avait eue avec une stagiaire, Monica Lewinsky. Le juriste conservateur a aussi proposé son aide à George W. Bush lors de l'imbroglio du comptage des voix en Floride de la présidentielle de 2000, qui opposait le candidat républicain au démocrate Al Gore. Puis, tout naturellement, George W. Bush l'a recruté parmi ses collaborateurs directs en prenant ses fonctions en 2001 dans le Bureau ovale. Plus tard, le président républicain a nommé Brett Kavanaugh à la cour d'appel de Washington. L'épouse du magistrat, Ashley, avec qui il a eu deux filles, a pour sa part officié

comme secrétaire personnelle du président. En 2012, le juge a fait partie d'un panel ayant annulé une mesure de l'EPA, l'agence fédérale de protection de l'environnement, visant à réduire la pollution de l'air entre les Etats. Récemment, il a exprimé son désaccord avec une décision permettant à une adolescente entrée clandestinement aux Etats-Unis de se faire avorter. Ce catholique pratiquant est actif dans diverses associations religieuses. En étant choisi par M. Trump, le juge Kavanaugh a fait mentir ceux qui pensaient que ses liens avec George W. Bush seraient rédhibitoires. Jeb Bush, le frère de l'ex-président, a été la cible répétée de quolibets de M. Trump lors de la primaire républicaine en 2016. Une autre prise de position juridique du juge Brett Kavanaugh avait fait douter certains de sa nomination. Il avait dans le passé déclaré que Bill Clinton pourrait être destitué pour avoir menti à ses collaborateurs et avoir induit en erreur le public. Cette définition très large de l'entrave à la justice pourrait, selon des experts, être dommageable à l'actuel président si elle lui était appliquée dans l'enquête sur l'ingérence russe dans la présidentielle.

L'Afrique en bref

**RD Congo : Bemba, exclu de la présidentielle, dénonce une "parodie d'élection"**  
Jean-Pierre Bemba, dont l'exclusion de l'élection présidentielle en RDC a été confirmée lundi soir par la Cour constitutionnelle, a dénoncé mardi une "parodie d'élection". " (...) La Cour constitutionnelle est aux ordres du pouvoir en place (...). Tout ça n'est qu'une mise en place qui veut que le candidat du pouvoir puisse ne pas avoir de candidat sérieux devant lui", a réagi sur France 24 M. Bemba.

**Mali: Le président Ibrahim Boubacar Keïta investi pour son deuxième mandat**



Au Mali, plus de trois semaines après le second tour de la présidentielle, Ibrahim Boubacar Keïta a été investi mardi matin pour un second mandat à la tête du Mali. Il a prêté serment devant la Cour suprême du pays. La cérémonie de prestation et d'investiture s'est déroulée dans la grande salle du palais de la culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako. Le président malien était tout de blanc vêtu.

A travers le monde

**France : Le président de l'Assemblée nationale François de Rugy remplace Nicolas Hulot à**



**l'Écologie**  
François de Rugy, jusqu'ici président de l'Assemblée nationale, a été nommé ce mardi 4 septembre ministre de la Transition écologique et solidaire, a annoncé l'Élysée. L'ex-écologiste passé à La République en marche remplace Nicolas Hulot, qui a démissionné la semaine dernière.

**Gaza: Des fermiers israéliens portent plainte contre le Hamas à la CPI**

Un nouveau dossier lié au conflit israélo-palestinien devrait arriver au bureau du procureur de la Cour pénale internationale ce mercredi 5 septembre. Cette fois-ci, ce sont des fermiers israéliens qui portent plainte contre le Hamas, l'accusant d'avoir orchestré l'envoi des cerfs-volants incendiaires qui ont brûlé plus de 3 000 hectares le long de la frontière avec la bande de Gaza au cours des « Marches du retour ».